

L'Afrique @u Centre

*Travaux du Centre de développement de l'OCDE sur les économies africaines
Mise à jour : Mai 2006*



Afin d'apporter une aide à la décision aux acteurs des secteurs publics et privés, dans les pays membres comme dans les pays partenaires, le Centre de développement de l'OCDE offre un espace de dialogue informel et d'analyse indépendante. Ses travaux complètent et nourrissent ceux du pôle Développement et des autres comités de l'Organisation. Bien que son mandat couvre l'ensemble des pays en développement, les économies d'Afrique font l'objet d'une attention particulière.

www.oecd.org/dev

1. Perspectives économiques en Afrique (PEA)

Les *Perspectives économiques en Afrique* ont pour but de fournir aux décideurs politiques, aux investisseurs privés et aux bailleurs de fonds des données comparables, fiables et régulièrement mises à jour sur les évolutions économiques, politiques et sociales des pays d'Afrique. Publié conjointement avec la Banque Africaine de Développement (BAfD), le rapport est réalisé en s'appuyant sur un réseau d'économistes locaux. Le projet bénéficie par ailleurs du soutien de la Commission européenne.

La cinquième édition du rapport comprend une série de notes pays (couvrant un échantillon représentatif de 30 pays, constituant 90 pour cent de la population et du PIB du continent), une annexe statistique contenant un large éventail de données économiques, sociales et politiques, ainsi que des prévisions macro-économiques à court terme, une synthèse des perspectives économiques et une analyse à l'échelle du continent d'un thème spécifique - l'édition 2006 se concentre sur la promotion et le financement des infrastructures de transport¹.

Les éditions récentes des Perspectives économiques en Afrique ont bénéficié d'une large couverture dans les médias (BBC, CNN, Corriere della Sera, FT, La tribune, Le Monde, Les Echos, Libération, Business Day (South Africa), Al Watan (Algeria), Angop and Jornal de Angola (Angola), the East African (Kenya), the Daily Observer (Liberia), the Monitor (Uganda), the PANA, the African News Agency; etc.).

L'édition 2006 a été lancée en mai 2006 à la Conférence annuelle de la BAfD à Ouagadougou et à Paris au Centre d'Accueil de la Presse Étrangère. Comme tous les ans, le rapport a formé la pièce maîtresse du Forum International sur les Perspectives Economiques en Afrique organisé à Paris² conjointement par le Centre de Développement de l'OCDE et la Banque Africaine de Développement. Les principales conclusions du rapport sont régulièrement présentées lors de différents forums spécialisés et gouvernementaux.³

Les notes pays, ainsi que des informations complémentaires relatives au projet des *Perspectives économiques en Afrique* sont disponibles pour téléchargement sur le site web de l'OCDE : www.oecd.org/dev/pea

(Contacts: Celine.Kauffmann@oecd.org; Nicolas.Pinaud@oecd.org; Lucia.Wegner@oecd.org)

2. Cohérence des politiques pour le développement

Cette activité du Centre évalue l'impact des décisions politiques prises dans les pays de l'OCDE sur les problématiques de développement dans des pays en développement ou en transition. En plus des politiques d'aide et de coopération au développement, le projet aborde aussi les politiques commerciales, d'immigration et d'investissement. Le Centre explore les interactions entre politiques économiques et les flux qu'elles influencent (par exemple, est-ce qu'un régime libéralisé accroît ou réduit le flux de migrants ?).

Le travail est organisé autour d'articles conceptuels et d'états des lieux, ainsi que d'une quinzaine d'études-pays, dont la moitié environ sur des pays africains (Ghana, Kenya, Mali,

¹ La deuxième édition du rapport se penchait sur les privatisations (voir l'étude du Centre de Développement sur La privatisation en Afrique Sub-saharienne : un état des lieux), la troisième édition analysait l'accès à l'énergie (voir le Repère n°8), la quatrième édition évaluait le développement et le financement des PME en Afrique (voir le Repère n°7). Le thème de l'édition 2006 est synthétisé dans le Repère n°21.

² Le forum conjoint de 2002 fut l'occasion de la première visite officielle d'un président en exercice à l'OCDE, Président Abdoulaye Wade du Sénégal.

³ Voir aussi les Repères n°20 et n°22.

Maroc, Mozambique, Sénégal et Ouganda). Chaque étude pays analyse l'impact simultané de deux vecteurs de politiques (par exemple les politiques d'émigration et d'aide) sur le développement du pays.

Les résultats des études pays seront brièvement synthétisés dans une série de publications, dont deux études du Centre de Développement : sur *les migrations et le développement* (fin 2006) et sur *la cohérence des politiques et le développement de l'Afrique* (début 2007).

(Contact : Jeff.Dayton-Johnson@oecd.org)

3. Aide au renforcement des capacités commerciales et au développement du secteur privé en Afrique

La déclaration ministérielle de Doha a souligné la volonté des pays membres de l'OMC d'aider les pays les moins développés à tirer le plus grand profit d'un meilleur accès au marché et à diversifier leur base de production et leurs exportations. Depuis Doha, les bailleurs de fonds bilatéraux et les agences d'aide multilatérales ont étendu de manière significative leur assistance technique et leurs programmes de développement des capacités relatifs au commerce, en d'autres termes, leur aide au développement du commerce. L'OCDE a également joué un rôle important dans le suivi des activités d'aide des bailleurs et l'amélioration de son efficacité. Afin de soutenir ces efforts, particulièrement importants pour les économies africaines pauvres et dépendantes des matières premières, le Centre consacre beaucoup d'attention au suivi et à l'évaluation du rôle des bailleurs dans leur soutien au développement des capacités commerciales des pays les moins avancés.

Sur la période 2005-2006, le Centre a réalisé quatre études pays (Mali, Sénégal, Tanzanie et Zambie) avec le soutien financier du Japon. Une synthèse de ce travail sera utilisée comme contribution à une réunion de dialogue sur les politiques organisée par l'OCDE en fin septembre 2006 à Doha. De plus, le Centre et la Direction de Coopération au Développement de l'OCDE ont collaboré étroitement afin de répondre au besoin urgent d'encadrer les initiatives visant au développement des capacités commerciales des pays en développement, en particulier celles des bailleurs de fonds.

Le Centre s'intéresse également aux stratégies d'internationalisation des principales entreprises des pays en développement, notamment en Egypte et en Afrique du sud.

(Contact : Kiichiro.Fukasaku@oecd.org, Federico.Bonaqlia@oecd.org, Andrea.Goldstein@oecd.org)

4. Les interactions entre Gouvernance et Investissement

S'appuyant sur les résultats de son enquête récente sur l'importance de la gouvernance d'entreprise locale dans les pays en développement, y compris en Afrique du Sud, le Centre s'attelle à évaluer les influences potentielles des systèmes de gouvernance locaux (à la fois gouvernance d'entreprise et gouvernance publique) sur le niveau national et international d'investissements, mais aussi la mesure dans laquelle ces investissements contribuent à la croissance réelle à long terme de la productivité, ou se révèlent au contraire dommageables. L'analyse examine également la relation causale inverse, à savoir comment les investisseurs influencent le système de gouvernance d'un pays. Les résultats incluront des études de cas du Maroc et du Cameroun, une analyse poussée d'indicateurs quantitatifs de gouvernance (à paraître prochainement sous le titre *Les indicateurs de gouvernance : usages et abus*) ainsi qu'une analyse de la possibilité que les investisseurs institutionnels locaux et étrangers ont d'améliorer la qualité de la gouvernance dans les pays en développement.

(Contact : Charles.Oman@oecd.org)

5. Institutions et entrepreneuriat en Afrique

La suppression des obstacles institutionnels à l'activité des entreprises et à l'expansion du secteur privé est une condition nécessaire à une croissance soutenue, susceptible de réduire la pauvreté. Le Centre consacre donc un volet de son programme de travail à l'analyse du secteur agricole en Afrique, et à l'évaluation du rôle respectif des institutions agricoles (marchés des intrants et des produits, régime foncier, recherche et vulgarisation) et de l'environnement général (infrastructures matérielles, juridiques et financières, gouvernance politique) dans la faiblesse du développement de l'agriculture. Ce travail, à travers lequel le Centre apporte sa contribution au projet « Soutien à l'agriculture africaine » de l'AGR/IFAD/France, inclut des études de cas sur des problématiques institutionnelles spécifiques au Ghana (recherche et mécanismes d'extension) et au Cameroun (Organisations de fermiers et dialogue public privé)

Des travaux complémentaires s'attachent à comprendre les raisons du manque d'incitations à l'épargne et à l'investissement dans les activités productives en Afrique. Ces travaux ont pour but de déterminer et de quantifier l'impact des pratiques culturelles sur les comportements d'épargne et d'investissement des ménages, en comparant l'expérience de l'Afrique à celle d'autres régions du monde. Fort des enseignements ainsi recueillis, le Centre met en évidence les solutions optimales permettant de lever les obstacles institutionnels identifiés.

(Contact : Johannes.Jutting@oecd.org)

6. Le Financement du développement en Afrique

Les travaux récents du Centre dans ce domaine cherchent à répondre aux questions suivantes : Comment limiter les risques associés à l'investissement en Afrique ? Quels moyens mettre en œuvre pour réduire les coûts du financement des économies africaines ? Comment assurer à ces dernières des ressources stables et pérennes ? Les marchés des capitaux sud-africains ont-ils les moyens de devenir la « plate-forme financière » des pays voisins, voire même du continent tout entier ? Les résultats initiaux de ce travail ont été publiés en 2005 dans une Etude du Centre de Développement sous le titre : *Réduire le coût du capital dans le Sud de l'Afrique*.

(Contact : Nicolas.Pinaud@oecd.org)

7. Le dialogue public-privé

Un large consensus s'exprime aujourd'hui en faveur de la participation des organisations du secteur privé à la définition des politiques publiques afin d'améliorer ces dernières et de renforcer la qualité de la gouvernance au niveau local. Mais il reste à se demander comment de tels partenariats public/privé peuvent être efficaces dans des pays fortement dépendants des matières premières, aux institutions publiques défaillantes, alors même que le secteur privé en est au stade embryonnaire et que la « société civile » reste une notion floue.

Le Centre dresse actuellement un bilan des diverses expériences de dialogue public-privé menées dans différents pays en développement. Une étude (à paraître) indique aux bailleurs de fonds comment contourner les obstacles institutionnels dans les pays en développement, en particulier les pays africains, et promouvoir efficacement le dialogue public-privé.

En partenariat avec l'Initiative pour l'Afrique centrale (www.inica.org) et la Commission Économique pour l'Afrique, le Centre a récemment organisé un atelier sur la contribution des industries pétrolières au développement des pays d'Afrique centrale avec pour objectif

d'initier une consultation tripartite entre représentants de la société civile, du secteur privé et des pouvoirs publics dans la région.

(Contacts: hbsl@oecd.org et Nicolas.Pinaud@oecd.org)

8. Impact de l'ascendance économique de la Chine et de l'Inde sur l'Afrique

Le Centre a entrepris un travail original sur l'impact actuel et potentiel de la Chine et de l'Inde sur le commerce mondial, notamment celui des pays en voie de développement, plus spécifiquement ceux d'Afrique. Suite à une réunion d'experts sur le thème de « Chine et Inde : quelles implications pour l'Afrique ? » tenue en mars 2006, le Centre a publié en Mai une étude du même titre.

Cette étude évalue les manières par lesquelles les pays africains peuvent bénéficier de la montée en puissance de l'Inde et de la Chine tout en minimisant, à travers l'adoption de politiques visant à distribuer les gains et à les investir pour assurer la croissance future, les risques que cette montée en puissance engendrent pour les politiques de réduction de la pauvreté, de mise à niveau industrielle et de l'emploi.

(Contact : Helmut.Reisen@oecd.org)